

De l'eau dans le gaz

Samedi, plus de 10.000 personnes se sont rassemblées en Ardèche pour dire "Stop au gaz de schiste". En mars 2010, le gouvernement a accordé trois permis de recherche pour l'exploration du gaz de schiste. Dans les sept départements concernés, la mobilisation des opposants est à la hauteur de l'engouement des industriels.

Installés sur une route nationale, coincés entre des bouts des collines ardéchoises et la vallée du Pradel, les manifestants s'étendent à perte de vue. Hier après-midi, près de Villeneuve-de-Berg, le premier rassemblement national contre les gaz de schiste a rassemblé plusieurs milliers de personnes, simples citoyens, élus locaux, membres de collectifs ou d'associations. A la tribune, les maires des communes avoisinantes disent leur inquiétude pour le tourisme ou pour l'environnement. Les noms des ministres et des compagnies concernées (GDF-Suez, Total) sont copieusement sifflés.



Une grande manifestation a réuni tous les collectifs de France et les élus contre les dangers du gaz de schiste. (Maxppp)

"Je suis optimiste quand je vois cette foule immense. Adoptons la fameuse formule: No pasaran!", lance le maire de Villeneuve-de-Berg.

Les pancartes "Ninschistez pas", "No gazaran!", "Gaz-toi, pov'con!" fleurissent. Et marquent le début, semble-t-il, d'une longue bataille. Un peu en retrait, José Bové savoure. La mobilisation a pris "comme une vraie traînée de poudre", se réjouit celui qui, depuis le début, fédère le mouvement. "Les élus n'ont jamais été consultés. La transparence, on l'attend encore. C'est l'omerta", tonne-t-il. En milieu de semaine dernière, au hasard d'un déplacement au Salon de l'agriculture, l'homme à la moustache la plus célèbre de France a croisé la ministre de l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet... qui lui a promis un rendez-vous. Une nouvelle étape dans un combat commencé fin 2010.

José Bové sur le terrain

Comme un détour de l'histoire, l'un des permis d'exploration concerne le Larzac. Quarante ans après la levée de bouclier contre l'extension du camp militaire, cette terre de militants a donc trouvé sa nouvelle cause. José Bové, qui y habite toujours, ne se ménage pas. Le faucheur d'OGM et désormais eurodéputé écolo enchaîne les réunions. Début février, sur le plateau, il répond aux militants du coin. Accompagné d'Eva Joly, d'un chercheur du CNRS et de spéléologues, il s'en va alors dénoncer l'impact écologique de l'exploitation du gaz de schiste depuis les profondeurs de la grotte de Labeil, s'alarme de la pollution des nappes phréatiques du "château d'eau du sud de la France". L'exploitation des gaz piégés dans la roche, à plusieurs kilomètres sous terre, n'est, en effet, pas aussi aisée que pour le gaz conventionnel. La méthode, dite de la "fracturation hydraulique", inquiète: d'énormes quantités d'eau sont injectées à forte pression pour fracturer la roche, avec du sable pour garder les fissures ouvertes et des produits chimiques pour fluidifier le tout. "Un anachronisme, dénonçait alors Eva Joly. On sacrifie l'essentiel à l'accessoire, c'est-à-dire l'eau pour un peu de gaz. On ne fait que retarder le basculement vers les énergies renouvelables", expliquait l'ancienne magistrate.

La bataille politique se double d'une lutte juridique, menée, entre autres, par Hélène Bras. Cette avocate demande aux ministères concernés l'abrogation des permis d'exploration. "A ce jour, personne n'a condescendu à nous répondre. Si cela continue, nous saisissons la justice

administrative." L'avocate pense avoir repéré quelques failles juridiques dans les procédures d'attribution des marchés. Pour lever les incertitudes et calmer les esprits – en fait, pour faire diversion, estiment les écologistes –, les ministres Eric Besson (Industrie) et Nathalie Kosciusko-Morizet ont lancé une "mission" d'évaluation, dont le résultat est attendu en juin. Et récemment, dans un entretien à *Libération*, NKM donnait des gages. Evoquant les techniques américaines à l'œuvre depuis une quinzaine d'années, qui utilisent "des produits extrêmement agressifs", elle avertit: "Les paysages sont ravagés, l'eau polluée. La sécurité est douteuse, le gaz sort des robinets. Nous disons aux sociétés: "Si vous pouvez faire autrement, montrez-le-nous". Sinon, promet la ministre, l'exploitation "à l'américaine" ne sera pas autorisée.

Vrai avertissement? "Aujourd'hui, on sait faire autrement qu'aux Etats-Unis et travailler proprement. L'exploitation se fera tôt ou tard", prédit un proche du dossier au ministère de l'Industrie. "On pourrait réduire notre facture gazière et pétrolière d'environ 5%. Il y aura aussi des retombées économiques en termes d'emploi et de redevances pour les communes." Les inconvénients? "Nous les verrons au moment des premiers essais, pas avant. Aucune activité industrielle n'est neutre pour l'environnement. Ce qu'il faut, c'est limiter au maximum les impacts." Mais, quoi qu'il en soit, reste le problème de "l'acceptabilité sociale". Qui ne se maîtrise pas facilement.

Arthur Nazaret,
envoyé spécial à Villeneuve-de-Berg (Ardèche) - Le Journal du Dimanche